

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 11/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADIANT France SAS (ex johnson controls)

6 RUE SCHERTZ
B.P. 13
67100 Strasbourg

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006700401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement ADIENT France SAS (ex johnson controls) implanté 6, rue Schertz BP 13 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un épisode de pic de pollution à l'ozone. Par arrêté préfectoral du 27/06/2024, la préfète du Bas Rhin a prescrit la mise en œuvre de mesures d'urgence pour la qualité de l'air à l'attention, notamment du secteur industriel. L'épisode de pollution a duré 2 jours. L'alerte de niveau 1 s'est appliquée à compter du 28 juin et a été levée le lendemain, le 29/06.

Les industriels qui se sont vu prescrire des mesures relatives à la maîtrise des émissions atmosphériques en cas de périodes de pics de pollutions doivent les mettre en œuvre durant la période d'alerte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADIENT France SAS (ex johnson controls)
- 6, rue Schertz BP 13 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700401

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ADIENT produit dans son usine de Strasbourg Meinau de la mousse polyuréthane à partir d'isocyanates et de polyols. L'établissement est classé Seveso seuil bas.

L'utilisation d'agents de démoulage des mousses conduit à des émissions notables de composés organiques volatils, maîtrisées par oxydation thermique du principal flux des émissions

Les enjeux du site résident donc dans :

- la présence de plusieurs dizaines de tonnes d'une substance toxique au sein d'une zone industrielle dense proche de secteurs habités ;
- les émissions atmosphériques dans l'emprise du PPA de Strasbourg.

L'usine est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 février 2016 codifiant les prescriptions associées à l'autorisation du 22 octobre 2009 modifiée le 24 juin 2013 applicables aux installations exploitées par la société ADIENT (anciennement Johnson Controls Roth) à Strasbourg.

S'appliquent également aux installations :

- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (pour ses dispositions applicables à l'existant)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Maîtrise des émissions atmosphériques en période de pic de pollution.

L'inspection s'est rendue dans le hall de production-stockage et dans le local où se trouve l'oxydateur de COV.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions pollution air	Arrêté Préfectoral du 25/07/2017, article 1.1	Sans objet
2	Période d'application des mesures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 25/07/2017, article 1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités sur les points contrôlés. Lors de l'épisode de pic de pollution, le système de traitement des COV était en fonctionnement à la température prescrite (oxydeur thermique) et les procédés de fabrication stabilisés. L'exploitant pourra toutefois s'assurer de la bonne diffusion de l'information du pic de pollution pendant la période considérée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions pollution air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2017, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des mesures d'urgence
Prescription contrôlée : La société ADIENT France SAS, dont le siège social est situé 6 rue Schertz, BP13, 67000 STRASBOURG, ci-après nommée l'exploitant, est tenue, pour les installations industrielles qu'elle exploite sur le territoire de la commune de STRASBOURG à la même adresse, de mettre en oeuvre les mesures d'urgence définies dans le présent arrêté en cas de déclenchement de la procédure

d'alerte à la pollution atmosphérique prévue par l'arrêté inter-préfectoral précité pour les polluants suivants :

- Ozone (paramètre dont les émissions sont à réduire : COVNM)

En cas de déclenchement du seuil d'alerte, dès le niveau 1, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant :

- stabiliser les procédés et/ou les installations afin de minimiser les rejets des composés organiques volatiles (COV),
- reporter les opérations suivantes émettrices à la fin de l'épisode d'alerte :
 - les essais hebdomadaires du système d'extinction d'incendie qui consomment du fuel,
 - les petits travaux de nettoyage de pièces à base de solvant,
 - essais en laboratoires,
- sensibiliser son personnel pendant l'épisode d'alerte :
 - à l'impact de l'activité industrielle du site,
 - au covoiturage et à l'utilisation de transport en commun,
- limiter dans la mesure du possible l'utilisation des transports par camion pendant l'épisode d'alerte.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Constats :

L'inspection s'est déroulée de manière inopinée.

Il a été constaté que le site était à un niveau de fonctionnement comparable à ceux des jours précédents l'alerte : le jour de l'inspection, le process était stabilisé. Les process industriels à l'origine d'émission de COV sur le site sont principalement liés à l'utilisation d'agent démoulants permettant de nettoyer les moules d'injection de mousse. Ces agents sont pulvérisés soit par des robots, soit de manière manuelle pour nettoyer les zones que le robot n'arrive pas à atteindre. L'exploitant suit quotidiennement les consommations d'agent démoulant utilisés de manière manuelle. Cette consommation s'est montrée stable durant les jours précédents l'alerte et l'était le jour de l'inspection.

S'agissant des essais incendie nécessitant le démarrage d'un groupe moto-pompe fonctionnant au fuel, l'exploitant a déclaré en fin d'inspection qu'ils étaient reportés en raison de l'épisode de pollution.

S'agissant de la sensibilisation, il a été constaté que le personnel n'avait pas été informé par la société de l'épisode de pic de pollution. Toutefois certains salariés ont déclaré être informés de l'épisode par les panneaux d'informations disposés sur la voie publique en entrée de Strasbourg.

Concernant les mesures de covoiturage ou de sensibilisation à l'usage de transports en commun, l'exploitant a déclaré que des mesures incitatives sont mises en œuvre toute l'année pour favoriser les mobilités douces ou le covoiturage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant s'assure de la bonne sensibilisation du personnel pendant les épisodes de pic de pollution. Il pourra utilement rédiger une procédure d'information du personnel qu'il veillera à mettre en œuvre pendant ces périodes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Periode d'application des mesures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2017, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Periode d'application des mesures d'urgence
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est informé des déclenchements de seuil d'information/recommandation, d'alerte et de la fin des procédures par l'AASQA Atmo Grand-Est à qui la DREAL Grand-Est a délégué la responsabilité de la transmission de l'information. L'exploitant transmet à la DREAL Grand-Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail, n°portable) qui recevront l'information.</p> <p>Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 1.1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des COV.</p> <p>Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant met en œuvre les mesures du présent arrêté. Elles sont effectives de manière immédiate et jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.</p>
Constats : <p>Il a été constaté le bon fonctionnement du système de traitement des COV (oxydeur thermique) pendant et avant l'épisode de pic pollution à l'ozone.</p>
Type de suites proposées : Sans suite